

UNHCR
Centre de Documentation et de Recherche



Rapport WRITENET No. 08/2000

**GUINÉE: FAIRE FACE A L'INSÉCURITÉ AU MILIEU
DE VOISINS INSTABLES**

Par Tom Kamara

Chercheur indépendant, Pays-Bas

Traduit par Salvatore Sagues

Février 2001

**WriteNet est un Réseau de Chercheurs et de Spécialistes sur les
Droits de l'Homme, la Migration Forcée, les Conflits Ethniques et Politiques**

**WriteNet fait partie de Practical Management (Royaume Uni)
E-mail: writenet@gn.apc.org**

CE RAPPORT SE BASE PRINCIPALEMENT SUR DES INFORMATIONS, DES ANALYSES ET DES COMMENTAIRES DISPONIBLES DANS LE DOMAINE PUBLIC. TOUTES LES SOURCES UTILISÉES SONT MENTIONNÉES. CE RAPPORT N'EST PAS, ET NE PRÉTEND PAS ÊTRE, UNE ÉTUDE EXHAUSTIVE DE LA SITUATION DU PAYS CONCERNÉ, NI APPORTER DE PREUVES CONCLUANTES QUANT AU FONDEMENT D'UNE DEMANDE PARTICULIÈRE DE STATUT DE RÉFUGIÉ OU D'ASILE. LES OPINIONS EXPRIMÉES DANS CE RAPPORT SONT CELLES DE L'AUTEUR ET NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE WRITENET OU DU HCR.

ISSN 1020-8429

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Les faits et les risques d'instabilité.....	3
2.1. Le rôle du RUF de la Sierra Leone et du Libéria dans ces incursions .6	
2.2. Politique régionale et questions de sécurité	10
3. L'environnement humanitaire et la question des réfugiés	13
4. Les réfugiés comme facteur d'instabilité.....	16
4.1. Les réfugiés et la population d'accueil	16
4.2. Les donateurs et les réfugiés guinéens.....	19
5. Les défis politiques à venir	21
6. Conclusion.....	23
7. Bibliographie	25

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
CP 2500, CH-1211 Genève 2, Suisse

E-mail: cdr@unhcr.org
Site web : <http://www.unhcr.org>

1. Introduction

Depuis l'accession de la Guinée à l'indépendance en 1957, l'un des défis auxquels ont dû faire face les dirigeants successifs de ce pays a été de lutter contre l'insécurité, au milieu de voisins instables. Ahmed Sékou Touré, le fougueux responsable syndical du pays, a galvanisé la population avec le slogan: "La liberté dans la pauvreté plutôt que l'esclavage dans la richesse" et a obtenu 95,5 % de "Non" contre la poursuite des liens avec la France. Mais par la suite, des allégations incessantes de complots déstabilisateurs qui auraient été menés à l'instigation d'adversaires régionaux comme Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, le Sénégal ou l'ancienne puissance colonisatrice, la France, sont devenues monnaie courante. Ces tentatives de déstabilisation ont connu leur apogée en 1971, avec une invasion avortée menée par des officiers portugais basés dans deux pays voisins, la Guinée Bissau et le Cap Vert. Peu de choses ont changé seize ans après la mort de Sékou Touré; le pays demeure confronté avec le spectre de l'insécurité émanant de voisins politiquement instables.

De manière significative et en dépit de slogans faisant appel à la solidarité africaine, ce sont des préoccupations concernant sa propre sécurité nationale qui ont conduit la Guinée à mener une politique régionale interventionniste visant largement à soutenir des régimes amis situés dans son aire géographique immédiate. C'est ainsi que la Guinée a été la première à envoyer des troupes en Sierra Leone en avril 1991 afin de soutenir le gouvernement assiégé du général Joseph Momoh, avant l'intervention collective des pays ouest-africains conduite par le Nigéria. Joseph Momoh s'est par la suite réfugié à Conakry à la suite d'un coup d'Etat militaire en 1992. Alors que la guerre au Libéria se durcissait en 1990, des rumeurs laissant prévoir une éventuelle intervention guinéenne ont conduit le Président Lansana Conté à nier le fait qu'il était en train de soutenir un autre président allié et assiégé, Samuel Kayon Doe. Cependant, des troupes guinéennes ont été déployées aux frontières afin de mettre un terme aux incursions des rebelles du Front national patriotique du Libéria (National Patriotic Front of Liberia - NPFL). Onze ans auparavant, des soldats guinéens s'étaient emparés de la capitale du Libéria, Monrovia, afin de sauver un autre gouvernement vacillant, celui du Président William Tolbert. Cela n'a pas empêché ce dernier d'être exécuté l'année suivante au cours d'un coup d'Etat sanglant. En 1967, la Guinée a abrité un responsable de l'opposition sierra léonaise, Siaka Stevens, qui avait fui vers Conakry après des élections controversées. En dépit d'allégations grandissantes indiquant que Stevens était en train de recruter des combattants pour prendre le pouvoir, ce dernier est retourné triomphalement chez lui pour devenir président après un coup d'Etat. Près de 30 ans plus tard, la Guinée a abrité un autre président sierra léonais, Ahmed Tejan Kabbah, qui a échappé à un coup d'Etat préparé par les rebelles du Front révolutionnaire uni (Revolutionary United Front - RUF) et les militaires en 1997.

De même, la participation active de la Guinée dans la Force ouest-africaine d'interposition (Economic Community Cease-fire Monitoring Group - ECOMOG) a été largement influencée par des considérations touchant à la sécurité intérieure, qui l'ont amenée à craindre que la Guinée ne soit prise dans l'avalanche chaotique grandissante qui a touché ses voisins anglophones et mal gouvernés, le Libéria et la Sierra Leone. C'est ainsi que la Guinée est devenue le seul pays francophone à demeurer activement engagé au Libéria jusqu'à la fin de la guerre qui a affecté ce pays, de même qu'elle a été le seul voisin francophone de la Sierra Leone actif dans les opérations de maintien de la paix dans ce pays.

Ces alliances régionales, qui se sont révélées précieuses en termes d'accords de sécurité régionale jusqu'à l'éclatement de la guerre au Libéria, sont largement le résultat de facteurs politiques et sécuritaires découlant de l'indépendance. La politique autoritaire de Sékou Touré et les orientations socialistes en matière d'économie dans une société dominée par des tribus commerçantes comme les Malinkés et les Peuhls ont valu au leader guinéen de nombreux opposants, qui se sont vite rassemblés dans les pays francophones voisins et en

France afin de lutter contre son pouvoir. Les programmes économiques marxistes, comme la mise hors-la-loi du commerce privé en 1975, impliquaient le recours à des structures étatiques, telles que la très détestée police politique, pour mettre en oeuvre les décisions impopulaires de son gouvernement contre la contrebande en direction de pays qui accepteraient de payer des produits à des prix plus élevés.

Le mécontentement et la paranoïa ont augmenté avec la multiplication d'allégations de complots d'assassinat. Plusieurs secteurs de la société ont été visés et supprimés et certains ont été stigmatisés comme "réactionnaires et féodaux".¹ En 1976, un autre complot d'assassinat présumé a été découvert, impliquant cette fois-ci des membres de l'ethnie rivale peule. Cela a accentué l'antagonisme entre les Malinkés (le groupe ethnique auquel appartenait Sékou Touré) et la classe riche des Peuhls. Diallo Telli, un homme politique peuhl de premier plan, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a été arrêté. Il est mort en prison après avoir "avoué".²

A la mort de Sékou Touré en 1984, celui qui était alors le colonel Lansana Conté a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, sous l'égide du Comité Militaire de Redressement National (CMRN) et a promis le retour à la démocratie et la fin du monolithisme politique. Bien que la présidence de Conté ait enregistré quelques succès, elle n'a pas mis fin à la lutte pour le pouvoir ni amélioré la situation sécuritaire. Conté a ainsi très vite accusé certains officiers d'œuvrer afin de "satisfaire leurs intérêts personnels", remaniant le gouvernement tandis que les accusations de tentatives d'assassinat à son encontre augmentaient.³

La politique de libéralisation, qui impliquait la disparition des structures politiques autoritaires instaurées dans le pays par Sékou Touré, a aussi rencontré des obstacles. Mais les premières élections pluralistes et libres, bien que marquées par des actes de violence et des allégations d'irrégularités, ont été tenues en 1993 avec un fort taux de participation atteignant 78% des 3,2 millions de votants éligibles. Conté a revendiqué 50,93 % des voix face à des candidats qui pour la plupart étaient des exilés de retour au pays. Son principal adversaire, actuellement en détention, était le dirigeant de l'opposition Alpha Condé, appartenant au même groupe ethnique malinké que Sékou Touré. Il a recueilli 19,55 % des voix alors que Mamadou Bâ, du groupe peuhl généralement aisé, a obtenu officiellement 13,37% des voix. Le parti du Président Conté a aussi gagné de manière éclatante les élections législatives de 1995, remportant 71 des 114 sièges, en dépit du boycott des principaux partis d'opposition.⁴ Alors que la question de la sécurité nationale demeurait indécise, la légitimité de ces élections a été affectée par des dénonciations d'irrégularité, avec une opposition dénonçant ce processus comme une "mascarade électorale" et "une comédie".⁵ Des institutions internationales importantes telles que la Commission internationale des juristes et l'Institut africano-américain, ont observé le processus électoral et signalé de graves irrégularités.

¹ *New African Yearbook 1991-1992*, London: IC Magazines, 1991, p. 202

² Englebert, P., Guinea: Recent History, Independence and the Touré Era, 1958-1984 in *Africa Year Book 1996*, London: Europa Publications, 1995, pp. 461-2

³ *Ibid.*, p. 462

⁴ *New African Year Book 1997-1998*, London: IC Magazines, 1997, p.218-19

⁵ United States, Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 1996: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 30 Janvier 1997

Les cicatrices laissées par ces élections ont conduit à toute une série de bouleversements politiques alors que des incursions en provenance du Libéria et de la Sierra Leone devenaient imminentes. En février 1996, une mutinerie de l'armée a secoué Conakry, faisant 50 morts et quelque 300 blessés. Le chef de cette mutinerie, un ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Gbagbo Zoumanigui, a fui au Burkina Faso et en Lybie, deux Etats accusés à de nombreuses reprises de soutenir des rébellions dans la région.

2. Les faits et les risques d'instabilité

Des observateurs ont lancé des avertissements avec persistance, prédisant que la Guinée serait la prochaine proie dans le domino des conflits régionaux. Le rôle du pays dans la politique régionale, sa composition ethnique le liant au Libéria et à la Sierra Leone, ainsi que ses alliances politiques passées, en ont fait la cible des mouvements rebelles, en particulier le Front national patriotique du Libéria (NPFL) et le Front révolutionnaire uni (RUF) de la Sierra Leone. Si l'on ajoute à cela, la prolifération des armes dans la région, détaillée dans le rapport d'un Panel d'experts des Nations unies, publié en décembre 2000⁶ ainsi que la course aux diamants et autres ressources, tous ces éléments ont contribué à donner une dimension effrayante à l'instabilité régionale.

En attirant l'attention sur cette réalité, les autorités guinéennes ont fait le lien entre les incursions dans la partie sud du pays et ses ressources en diamant.⁷ D'autre part, des Guinéens sont fortement impliqués en Sierra Leone dans le commerce du diamant qui brasse quelque 700 millions de USD par an et ils sont accusés de soutenir toutes les milices en leur fournissant des médicaments, des produits alimentaires et de l'argent liquide en échange de diamants.⁸ Une semaine après la publication du rapport des Nations unies accusant le Libéria d'être un point de transit clé pour les armes, des fonctionnaires ougandais ont informé le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies qu'ils avaient saisi un envoi d'armes destiné au Libéria. Les formulaires enregistrés par les fonctionnaires des douanes ougandais indiquaient faussement que ces armes étaient destinées au Ministère de la Défense de Guinée.⁹

Cependant, dans une plus grande mesure, les troubles actuels en matière de sécurité en Guinée sont liés à la méfiance mutuelle que se portent le Président du Libéria Charles Taylor et le Président Conté, une méfiance qui remonte à l'époque où Taylor était le chef du NPFL. En 1993, Taylor avait protesté auprès des Nations unies en accusant les troupes guinéennes d'avoir attaqué des positions du NPFL et il avait émis des menaces de représailles. L'antagonisme grandissant entre les deux hommes était lié d'une part à la présence en Guinée du groupe rebelle rival, le Mouvement uni de libération pour la démocratie au Liberia (United Liberation Movement for Democracy in Liberia - ULIMO), dirigé par le Mandingue Alhaji G.V. Kromah, et d'autre part à la décision du gouvernement guinéen d'entraîner des unités militaires destinées au gouvernement intérimaire d'unité nationale, installé par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Kromah a ensuite

⁶ United Nations, Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to UN Security Council Resolution 1306 (2000) Paragraph 19 in Relation to Sierra Leone, décembre 2000, <http://sierra-leone.org/panelreport.htm> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁷ Agence France Presse [Conakry], La Guinée approuve l'envoi de troupes dans la région frontalière, 30 décembre 2000

⁸ Onishu, N., Africa Diamond Hub Defies Smuggling, *The New York Times*, 2 janvier 2001

⁹ United Nations, Report of the Panel of Experts ..., paragraphe 252

confirmé que de très nombreux Libériens avaient été recrutés et entraînés en Guinée afin de servir comme gardes de la sécurité présidentielle.¹⁰

Cependant, la perception qu'avait Taylor de la Guinée et de la Sierra Leone comme étant des centres d'opposition militaire contre son gouvernement a augmenté après l'élection de 1997. Le gouvernement libérien, dans un de ses plans politiques sur la sécurité dans la région, a affirmé que la sécurité du pays était menacée par la présence d'un grand nombre de Libériens entraînés avec la nouvelle armée sierra léonaise formée par les Britanniques.¹¹ Une sorte d'hystérie a suivi avec l'affirmation par les Libériens en décembre 2000 qu'un bateau transportant des armes était arrivé à Conakry et que 500 combattants sierra léonais et libériens étaient en route vers la Guinée pour préparer une offensive contre le gouvernement du Président Taylor.¹²

De plus, les groupes ethniques vivant le long des frontières de ces trois pays, tels que les Mandingues, les Soussous etc. le long de la frontière sierra léonaise, et les Mandingues, les Lormas, les Kpelles, les Kissis, les Manos etc. le long du flanc libérien, fournissent une base de recrutement parfaite, puisqu'il est très difficile de les distinguer par le biais de leur appartenance nationale. Ainsi, lorsque les Mandingues ont fui les massacres commis par le NPFL au Libéria, ils se sont simplement regroupés en Guinée et en Sierra Leone sous l'égide de l'ULIMO.¹³ D'autres groupes ethniques, tels que les Krahn, fuyant des atrocités commises aveuglément, ont rejoint leurs rangs et formé une force militaire contre le NPFL et le RUF. Un grand nombre de réfugiés libériens, atteignant jusqu'à 235.000 personnes à la fin du conflit au Libéria, ont fourni des troupes en nombre suffisant pour attirer les soupçons.¹⁴ Les Mandingues sont devenus les symboles de l'opposition au gouvernement libérien et, selon plusieurs sources, beaucoup auraient été torturés et tués. Le leader de l'ULIMO, Alhaji Kromah, qui vit maintenant aux Etats-Unis, affirme qu'il a été contraint de fuir la Guinée après que le Président Taylor eut envoyé des assassins à Conakry chargés de le tuer.¹⁵ La menace mandingue, qu'elle soit réelle ou perçue comme telle, a conduit le RUF, allié aux forces du gouvernement libérien, à infliger en 1999 dans la région de Lofa une défaite à des rebelles opposés au Président Taylor. Ce dernier a accusé la Guinée de soutenir cette rébellion.¹⁶

Mais quel qu'ait été le bien fondé des affirmations du Libéria à propos d'une insurrection basée en Guinée et déterminée à renverser le Président Taylor, l'opinion la plus communément admise faisait du Libéria le centre de l'instabilité dans la région. Le Conseil de Sécurité des Nations unies, fin décembre 2000, a exhorté "tous les Etats, et en particulier le Libéria, à s'abstenir de fournir ... des soutiens militaires et de commettre des actes qui puissent contribuer à une plus grande déstabilisation de la situation le long des frontières de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone."¹⁷ Le Comité américain des réfugiés, basé à Washington, a conclu que le Libéria était derrière une grande partie de la violence endémique qui s'est étendue de la Sierra Leone vers la Guinée et a soutenu que le Président Taylor

¹⁰ Alhaji G.V.Kromah: Disappointments and Denials, *The Perspective* [Atlanta GA], Vol. 4, No. 3, août/octobre 2000

¹¹ President Taylor's Formula for Peace in Mano River Union: A Response to Concerns of the International Community, Monrovia, décembre 2000? (Document non publié)

¹² *BBC Monitoring*, Weapons Arrive in Guinea, 23 octobre 2000, citant *Radio Liberia International*

¹³ Voir Ellis, S., *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, London: Hurst; New York: N.Y. University Press, 1999, p.179

¹⁴ Human Rights Watch, *Annual Report 1999*, New York, 1998

¹⁵ Alhaji G.V. Kromah ...

¹⁶ In Lofa, RUF Fighters on Rampage, *New Democrat* [Monrovia], 6-8 octobre 1999

¹⁷ *BBC News*, UN Says Liberia Destabilising Region, 22 décembre 2000

utilisait son contrôle sur les diamants, le bois et les autres ressources naturelles de la région à des fins de déstabilisation politique autant que de vengeance personnelle et de profits financiers.¹⁸

Mais il devenait clair que le Libéria, même s'il était au centre de ces allégations, n'était pas, dans la région, le seul Etat responsable de l'extension des conflits. Le Burkina Faso, le Ghana et la Côte d'Ivoire étaient parmi les Etats que le Panel d'experts des Nations unies a tenus pour responsables de la déstabilisation ambiante en raison de leurs liens supposés avec la contrebande de diamants.¹⁹

Cependant, la stabilité de la Guinée est demeurée au centre des inquiétudes en raison de la crise humanitaire et sécuritaire qu'elle vivait. "Si l'on veut que la Guinée évite un cercle infernal similaire", a dit un groupe humanitaire basé aux Etats-Unis, "la communauté internationale doit agir de manière décisive. La situation en Guinée pourrait devenir rapidement une urgence politique complexe avec de graves répercussions humanitaires. Cela pourrait retarder le progrès dans la sous-région pour une décade encore."²⁰

Comme cela a été le cas en Sierra Leone, les bénéfices économiques de la guerre au Libéria, en termes d'affaires florissantes pratiquées sur des biens pillés, ont rendu pour certains la continuation de la guerre très profitable. Plus ces relations économiques étaient étroites, plus grand devenait le danger que les haines entre factions libériennes rivales ne débordent la frontière vers la Guinée et que des querelles locales en Guinée même ne prennent une tournure militarisée, puisque les armes et le butin de guerre étaient en commerce libre.²¹ Ces intérêts économiques secondaires restaient cependant mineurs, dépassés par des préoccupations sécuritaires nationales et régionales plus larges, notamment la peur de la Guinée face à l'immense soutien militaire et politique donné au NPFL par son voisin et rival historique, la Côte d'Ivoire. Ainsi, même si on ne prend pas en compte les liens ethniques, les intérêts de la sécurité nationale de la Guinée ont joué un rôle significatif dans son soutien à l'ULIMO et aux autres rivaux du NPFL.

Ces craintes ont été exacerbées en 1999 lorsque le Libéria a subi une série d'incursions armées lancées par des exilés libériens apparemment à partir du territoire guinéen, ce qui a conduit le Président Taylor à faire allusion à une réelle confrontation:

Je sais que celui qui est à terre n'a pas peur de tomber. Je pense que dans un conflit avec le Libéria, la Guinée a plus à perdre que celui-ci. Nous avons déjà eu une guerre. Les Guinéens n'ont pas besoin d'une guerre et nous non plus. Nous avons dû nous efforcer de trouver des moyens pour expulser du territoire libérien ces rebelles, soutenus et entraînés par la Guinée.²²

En 1999, en pleine atmosphère de méfiance et de suspicion, les frontières entre le Libéria et la Guinée ont été fermées et des troupes ont été déployées. Cependant le Président Taylor, promettant des enquêtes sur les allégations guinéennes d'agression, a insisté sur le fait qu'il n'avait pas donné d'ordres pour envahir la Guinée.²³ Il a cependant répété ses accusations

¹⁸ United States Committee for Refugees, Widening West Africa Violence: Decisive Action Needed to Stop Regional Destabilization, 15 décembre 2000 (communiqué de presse), <http://reliefweb.int> [accédé à ce site le 4 février 2001]

¹⁹ Lynch, C., Ban Sought on Diamond Sales by 2 Nations, *Washington Post*, 20 décembre 2000

²⁰ United States Committee for Refugees, Widening West Africa Violence ...

²¹ Ellis, p.179

²² Agence France Presse [Monrovia], Des "centaines de morts" dans des attaques au nord du Libéria, selon Taylor, 14 septembre 1999

²³ *Liberian Daily News Bulletin*, 9 octobre 1999 (Libnet)

selon lesquelles les assaillants dissidents étaient basés en Guinée avec leurs armes sophistiquées, et il a averti le Président Conté d'avoir lui aussi à s'inquiéter si son pays accueillait des groupes bien armés capables de mener des attaques contre un autre pays.²⁴ Cependant des informations persistaient, selon lesquelles le Libéria était le centre d'une rébellion plus large dans la région. Elles ont été étayées par des allégations indiquant que le Libéria soutenait des dissidents guinéens qui seraient dirigés par le fils du défunt président Sekou Touré, Ahmed Touré.²⁵ La Guinée a annoncé qu'elle connaissait l'origine de ces attaques, le Libéria et le RUF de la Sierra Leone, et averti qu'elle était capable de répondre à cette agression avec une force égale. Mais le Président Taylor a nié catégoriquement ces accusations, les rejetant purement et simplement.²⁶

Après une accalmie durant la première moitié de l'an 2000, les attaques, les accusations et les dénégations ont repris. Le vice-ministre de l'Information du Libéria, Milton Teahjay, s'est fait l'écho de son Président en soulignant que le Libéria ne pouvait à la fois encourager la paix dans la sous-région et abriter des rebelles, comme l'affirmait la Guinée.²⁷ Les accusations se sont intensifiées avec l'escalade du nombre de raids par-delà la frontière. Cela a provoqué le déploiement de l'armée guinéenne qui a reçu pour difficile tâche de contenir ces incursions, qui ont fait 1.500 morts en moins de cinq mois et des dizaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays en décembre. La ville commerçante de Forécariah, distante d'à peine 75 kilomètres de la capitale Conakry, a été attaquée début septembre, ce qui a montré que la promesse faite par le ministre de la Défense du Libéria, Daniel Chea, de "chasser les dissidents hors du pays" n'était pas une menace vide de sens.²⁸ Désireux d'en finir avec ces attaques qui pouvaient miner sa présidence, le Président Taylor a recherché un face à face avec le Président Conté, soulignant en même temps que le Libéria insiste sur son aptitude et son droit à protéger l'intégrité de son territoire.²⁹ Les camps de réfugiés le long de la frontière se sont vidés au fur et à mesure que ceux-ci cherchaient à pénétrer plus avant dans le territoire guinéen afin d'échapper aux attaques transfrontalières. Cependant, leur mouvement de fuite a été arrêté par des postes de contrôle mis en place afin de stopper l'infiltration du pays par les rebelles du RUF qui occupaient les zones frontalières.³⁰

2.1. Le rôle du RUF de la Sierra Leone et du Libéria dans ces incursions

En dépit de leurs dénégations, des preuves de plus en plus nombreuses ont désigné comme responsables de ces incursions le Libéria et le RUF, alliés à des dissidents guinéens ou des déserteurs de l'armée. Vers la mi-décembre, des groupes civiques libériens et des partis politiques d'opposition ont relié ces incursions à la guerre qui sévit en Sierra Leone. Ils ont demandé l'expulsion des représentants du RUF, des conseillers militaires étrangers et des mercenaires et ils ont proposé des négociations directes avec la Guinée.³¹ Mais le gouvernement a rejeté ces demandes, en insistant sur le fait que la présence de représentants du RUF au Libéria était approuvée par l'OUA et la CEDEAO.³² D'un autre côté, de

²⁴ Pan African News Agency [Monrovia], Taylor Claims Hundreds Killed in Cross-border Attacks, 14 septembre 1999

²⁵ Cross-border Crisis, *Africa Confidential* [London], Vol. 41, No.15, 21 juillet 2000

²⁶ Reuters [Conakry], Guinea Warns Liberia over Alleged Border Attacks, 13 septembre 1999

²⁷ Pan African News Agency [Monrovia], Liberia Denies Attacking Guinea, 10 septembre 2000

²⁸ Pan African News Agency [Monrovia], Taylor Gives 72hrs to Expel Dissidents, 15 septembre 2000

²⁹ Rebels Attack Nimba, Govt. Confirms, *The News* [Monrovia], 22 novembre 2000

³⁰ United Nations High Commissioner for Refugees, UN Refugee Agency Prepares Camps for 60,000 Internally Displaced in Guinea, 28 décembre 2000 (communiqué de presse)

³¹ Expel Mosquito, Free Political Prisoners, Inter-faith, Civil Society Recommend, *The Inquirer* [Monrovia], 15 décembre 2000

³² NPP Country Officials Want Taylor to Withdraw from Sierra Leone Peace Talks, *The Inquirer* [Monrovia], 29 décembre 2000

nombreuses personnalités de l'opposition en Guinée ont attribué la responsabilité de cette crise à l'implication de leur pays dans le maintien de la paix et la vie politique de la région et ils ont proposé l'ouverture de négociations avec le Président Taylor afin de mettre un terme à cette crise.

L'évolution des conflits au Libéria et en Sierra Leone a mis en lumière la vulnérabilité de la Guinée et, aux dires du Président Conté, a créé des problèmes de sécurité, directement surgis des guerres fratricides prolongées qui faisaient rage dans les Etats voisins.³³ La proximité géographique de la Sierra Leone a rendu le spectre d'une infiltration du RUF encore plus menaçant, comme l'ont indiqué de nombreux rapports et sources, tandis que des membres d'organisations humanitaires signalaient que des réfugiés, "des hommes pour la plupart", arrivaient en Guinée.³⁴ Les preuves de la complicité du RUF dans ces attaques sont devenues patentées lorsque deux prêtres catholiques enlevés par les rebelles ont été relâchés. Des représentants de l'église catholique ont précisé que: "Le RUF a insisté sur le fait qu'ils [les deux prêtres enlevés] n'étaient pas considérés comme des otages et seraient libérés dès que leur sécurité serait garantie."³⁵ Début janvier 2001, 23 Sierra Léonais et Libériens, présentés comme des "mercenaires" ont été arrêtés alors qu'ils se dirigeaient vers la Guinée en passant par la Sierra Leone.³⁶

De nouvelles preuves concernant l'implication du RUF en Guinée ont été fournies par le rapport du Panel des experts des Nations unies sur la Sierra Leone:

"Des personnes ne possédant pas la nationalité libérienne ont été entraînées pour être déployées dans le territoire sous contrôle du RUF en Sierra Leone et pour mener des actions lors d'attaques récentes sur la frontière avec la Guinée... N'ayant pas accès à la mer, le RUF ne peut importer des armes et du matériel de guerre que par route ou par air. Le rôle de l'aviation dans la chaîne d'approvisionnement du RUF est vital, en particulier au cours des deux dernières années, à mesure que sa sphère d'influence en Sierra Leone s'est élargie. Etant donné l'état des routes du pays, il serait impossible, sans soutien aérien, d'approvisionner des opérations du RUF comme celles entreprises à Pamelap en Guinée à la fin de l'an 2000, par exemple".³⁷

Le RUF a accusé les troupes guinéennes de coordonner des opérations conjointes avec pour objectif de conquérir le district de Kambia, qui longe la frontière avec la Guinée et sert de base pour lancer des attaques.³⁸

Plus tôt, en 1998, on avait signalé des attaques transfrontalières lancées par des rebelles sierra-léonais, dont certains auraient été tués par les forces guinéennes.³⁹ Le RUF n'a cessé d'être soupçonné de jouer un rôle dans les incursions de 1999, après que le Président Taylor eut indiqué qu'il demanderait l'aide de ses alliés pour combattre les attaques contre le Libéria dont il accusait la Guinée. "Aux termes de la législation internationale, nous avons le droit de

³³ Reuters [Conakry], Guinean Troops Fight Gunmen near S. Leone Border, 2 octobre 2000

³⁴ Agence France Presse, Plus de 260 réfugiés sierra léonais fuient vers la Guinée, 9 mai 2000

³⁵ United Nations, Integrated Regional Information Network for West Africa, Sierra Leone: Missionaries Free, 6 décembre 2000

³⁶ *BBC News*, 23 Mercenaries Arrested in Sierra Leone, 4 janvier 2001

³⁷ United Nations, Report of the Panel of Experts...

³⁸ *Sierra Leone News*, News Archive, 1 janvier 2001, <http://www.sierra-leone.org/slnews/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

³⁹ United States, Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 1998: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 26 février 1998

défendre notre territoire mais nos mains sont liées. Je peux vous assurer que le Libéria va rechercher l'aide militaire de ses amis... Je ne parle pas de commander des armes et des munitions... mais je peux vous assurer que nous pouvons demander des troupes à des pays voisins parce que nous ne sommes pas armés.”⁴⁰ Pour tenter de mettre un terme au rôle du RUF, un porte-parole des Nations unies a dit que l'organisation s'efforçait de persuader le RUF de ne pas laisser ses membres combattre comme mercenaires pour le Libéria et la Guinée.⁴¹

Mais les Guinéens ont rejeté les allégations du Président Taylor et ont à l'inverse accusé son gouvernement d'être responsable des problèmes de sécurité en refusant d'entraîner son armée, conformément à l'accord d'Abuja qui a mis fin à la guerre au Libéria. De plus, comme cela a été montré plus haut, l'alliance du RUF et du Libéria, fondée sur des intérêts communs, s'est retournée contre la Guinée. *Africa Confidential* a publié le commentaire suivant:

De nombreux soldats ayant appartenu à l'ancien Front national patriotique du Libéria de Taylor ont combattu aux côtés du RUF pour leur profit personnel. Cela accroît la réputation de celui-ci comme parrain de la guérilla dans la région et empêche en général ces soldats de revenir provoquer des troubles. Cependant, certains combats dans le comté de Lofa au nord-ouest du Libéria, qui ont été mis par Taylor sur le compte de rebelles soutenus par les Guinéens, peuvent avoir été causés par des soldats mécontents de l'ex-NPFL et du RUF luttant pour s'emparer de butin dans les camps de réfugiés proches de la frontière.⁴²

La Guinée a ensuite affirmé que la principale cause de l'instabilité au Libéria résidait dans la présence de nombreux combattants non entraînés et non payés qui ont été transformés en “forces de sécurité” et dont beaucoup erraient dans les zones frontalières. L'idée que le Libéria était un vecteur de la déstabilisation dans la sous-région fut de plus en plus partagée à mesure que se confirmait la perspective de voir la Guinée accueillir de plus en plus de réfugiés, avec des conséquences terrifiantes pour la région. Un éditorial du *New York Times* a commenté les faits de la manière suivante, alors que les attaques se multipliaient:

Dans les deux derniers mois, les rebelles et leurs alliés libériens se sont engagés dans une série d'attaques le long de la frontière contre les forces armées de la Guinée voisine et ils ont massacré des centaines de civils guinéens... La Guinée abrite déjà 500.000 réfugiés de la Sierra Leone et du Libéria voisin et beaucoup d'entre eux pourraient être déracinés. Cela pourrait créer alors une nouvelle situation d'urgence humanitaire en Afrique et faire craindre l'extension d'une zone de conflit semblable aux guerres insolubles qui consomment maintenant le Congo. La source première de l'instabilité qui mine toute la région c'est le Président du Libéria, Charles Taylor. Il a contribué à créer le front rebelle en Sierra Leone en 1991 afin de déstabiliser ce pays et exploiter ses diamants...⁴³

En dépit des dénégations répétées du Libéria, l'opinion qui prévaut a accusé le gouvernement du Président Taylor, et attribué la responsabilité des incursions à des rebelles sierra-léonais,

⁴⁰ Reuters [Conakry], Liberia Accuses Guinea, Seeks Troops, 16 août 1999

⁴¹ Associated Press, Nicole Winfield, US Wants Liberian Arms Embargo, 3 janvier 2001

⁴² Sierra Leone: Liberia Godfather to the Rebels, *Africa Confidential* [London], Vol. 41, No. 13, juin 2000

⁴³ West Africa Widening Conflict, *The New York Times*, 6 décembre 2000

des soldats libériens et des forces dissidentes guinéennes.⁴⁴ L'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, qui a fermé son Office pour la démocratie au Libéria, a rappelé au Président de ce pays que "il est de plus en plus évident que le Libéria a un rôle destructeur dans les conflits de la sous-région."⁴⁵

Mais les attaques ont continué et ont touché plusieurs villes. Macenta, Gueckedou, près de la frontière libérienne, Pamelap et Forécariah le long de la frontière avec la Sierra Leone, Massadou sur le flanc libérien ont toutes été attaquées, subissant de grandes pertes humaines.⁴⁶

L'atmosphère à Conakry a vite changé. Les attaques n'étaient plus isolées mais il s'agissait d'infiltrations bien coordonnées. Un groupe a émergé, le Rassemblement des Forces démocratiques de Guinée (RFDG), revendiquant sa responsabilité. Les autorités guinéennes cependant ont mis en cause la réalité de ce groupe, en insistant sur le fait qu'il ne constituait rien d'autre qu'une façade pour les agresseurs étrangers, à savoir le Libéria et le RUF.⁴⁷

L'impact de ces attaques a été particulièrement horrible avec des implications à la fois pour les personnes travaillant dans le secteur humanitaire, pour les personnes nouvellement déplacées en particulier pour les réfugiés. Plusieurs organisations non gouvernementales internationales et des organisations humanitaires ont appelé les Etats-unis à intervenir afin de sauver des vies.⁴⁸ Mais il n'y a eu que peu de répit dans les attaques tandis que des organisations humanitaires ont été prises pour cibles. Des hommes armés venant de la frontière avec le Libéria ont attaqué une garnison militaire à Macenta, tuant un employé du HCR et enlevant un autre.⁴⁹

L'opinion publique en Guinée était divisée à propos de l'identité des responsables de ces attaques. Lorsqu'un groupe de "jeunes de la forêt", c'est-à-dire des personnes résidant dans des zones frontières avec le Libéria, a affirmé que ces incursions étaient dues aux liens supposés des autorités avec l'ULIMO, les médias officiels ont contredit ces affirmations, en citant des fonctionnaires locaux et des individus opposés à cette coordination anti-gouvernementale appelée jeunesse de la forêt. Ceux-ci ont insisté sur le fait que la majorité de ces jeunes soutenaient le Président Conté et son programme. Les médias officiels ont cité des fonctionnaires dans les zones frontalières qui ont dit que les déclarations faites sur des radios étrangères n'étaient pas représentatives et que leur région n'avait jamais vu de rebelles libériens ou de camp d'entraînement de rebelles.⁵⁰

Soutenant le gouvernement, un groupe de partis politiques de l'opposition a appelé "tous nos concitoyens hommes et femmes à demeurer unis pour la défense sacrée de notre sol" et à "former un front uni contre nos ennemis".⁵¹ Des images et des scènes de destruction au

⁴⁴ United States Committee for Refugees, Escalation of Attacks in Guinea Endangers Refugees, Poses Serious Challenge for UNHCR, 8 décembre 2000 (communiqué de presse), <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁴⁵ Carter, J., Letter to President Taylor, 6 novembre 2000, in Carter Center press release, 7 novembre 2000, <http://www.cartercenter.org/NEWS/RLS2000/pr-liberia.html> [accédé à ce site le 5 février 2001]

⁴⁶ *BBC Focus on Africa Broadcast*, More Trouble on Guinea Liberia Border, 2 décembre 2000

⁴⁷ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 11 décembre 2000

⁴⁸ Interaction, International Organisations Express Concern over Critical Situation along Guinean Border, 27 novembre 2000 (communiqué de presse) <http://www.interaction.org/disaster/guineaborder.html> [accédé à ce site le 5 février 2001]

⁴⁹ Associated Press, Guinea: UN Staff Member Killed in Guinea; Another Missing, 17 septembre 2000

⁵⁰ *BBC Summary of World Broadcasts*, Officials Deny Liberian Rebel Presence, 29 novembre 2000, citant *Radio Guinée*

⁵¹ *BBC Monitoring*, Political Parties Condemn Attacks on Liberia, 8 septembre 2000, citant *Radio Guinée*

Libéria et en Sierra Leone, montrées abondamment par la télévision d'Etat, ont été utilisées pour rallier la population contre les rebelles et le journal contrôlé par l'Etat *Horoya* a écrit:

Ces rebelles qui ont déjà détruit leur pays, semblent vouloir tenter leur chance en Guinée. Comme dit le proverbe, celui qui brûle sa propre maison ne se préoccupe pas de la maison du voisin... Il semblerait que la Guinée soit maintenant confrontée à une double menace. Notre peuple a toujours assumé ses responsabilités fraternelles en accueillant, nourrissant et logeant des milliers de réfugiés depuis maintenant presque 11 ans. Il est clair que le sang guinéen, que ces traîtres continuent de répandre, ne va pas dissuader notre peuple de mener sa mission fondamentale, qu'il a toujours accomplie avec une grande foi et sérénité... Cet avertissement devrait être vraiment pris très au sérieux...⁵²

Au fur et à mesure que la propagande de guerre augmentait entre la Guinée et le Libéria, la répression sur les réfugiés s'aggravait. Six Libériens présumés rebelles ont été abattus à Conakry début décembre 2000.⁵³ La presse étatique du Libéria, qui pratique l'auto-censure, a rapporté des arrestations de Libériens par les forces de sécurité guinéennes et affirmé que de nombreuses arrestations avaient été accompagnées de mauvais traitements, puis d'enlèvements, vers une destination inconnue.⁵⁴ Le cabinet libérien a appelé à une action de représailles directe en recommandant l'établissement de patrouilles de surveillance des frontières en commun avec les Guinéens.⁵⁵ Le chauvinisme s'est répandu dans l'atmosphère lorsque des citoyens ont exigé que la force réponde à la force contre ceux qui sont soupçonnés d'avoir soutenu les dissidents. D'autres personnes cependant appelaient à la fin de la guerre.⁵⁶

L'ambassadeur de Guinée au Libéria a mis les autorités libériennes en garde contre le soutien aux sentiments anti-guinéens et insisté sur le fait que son pays n'avait pas d'intentions agressives contre d'autres Etats. Cependant, il a aussi clairement laissé entendre que la Guinée ne resterait pas inactive si les menaces libériennes de poursuivre les rebelles sur le territoire guinéen étaient mises en oeuvre.⁵⁷

2.2. Politique régionale et questions de sécurité

Alors que la Guinée se trouvait au bord de l'effondrement, que le Libéria plongeait dans une insécurité permanente et que le RUF réclamait de nouvelles conditions préliminaires avant de désarmer, le commandant des forces des Nations unies en Sierra Leone, le kenyan Daniel Opande a reconnu que la solution de la crise sierra léonaise posait plus de problèmes dans le contexte des incursions en Guinée. Il a cependant écarté l'idée d'une extension du champ d'opération de la force de l'ONU en Guinée:

Je ne pense pas que cela soit nécessaire. Je pense que nous avons déjà assez à faire en Sierra Leone et nous ne voulons pas aller au-delà de la frontière... Nous n'avons pas mission de nous impliquer dans des opérations de surveillance de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. Nous aimerions

⁵² *BBC Monitoring*, Paper Says Guinea Confronted by Double Threats, 8 septembre 2000, citant *Radio Guinée*

⁵³ Agence France Presse [Conakry], Six personnes, présentées comme des "rebelles", abattues par l'armée, 1 décembre 2000

⁵⁴ In Sierra Leone, Guinea: Liberians Abducted, *Daily Times* [Monrovia], 8 septembre 2000

⁵⁵ Cabinet wants 'Hot Pursuit' Against Dissidents, *The News* [Monrovia], 15 septembre 2000

⁵⁶ We Don't Want War Again ..., *The Inquirer* [Monrovia], 12 juillet 2000

⁵⁷ Guinea Denies Harboring Dissidents, *The Inquirer* [Monrovia], 17 juillet 2000

contenir le problème à l'intérieur des frontières de notre zone, la Sierra Leone, et non pas au-delà.⁵⁸

Cependant une atmosphère d'optimisme a accompagné fin avril 2000 les tentatives qui ont été faites pour trouver une solution au niveau de la sous-région, notamment par le biais d'une réunion des responsables de la sécurité des trois pays. Pour la première fois, a déclaré le ministre guinéen de la Sécurité, Sekou Goureissy Condé, des experts de la sécurité des trois pays feraient le tour des repaires supposés des rebelles, évolution qui aurait été impensable même quelques années auparavant.⁵⁹ Cela a constitué un changement notable dans les relations entre les parties en présence, accompagné en mai par un sommet à Conakry des Etats de l'Union de la rivière Mano (l'organisation politique à laquelle appartiennent le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée), où a été créée une Commission de sécurité pour tenter d'instaurer la confiance.⁶⁰ Cependant, derrière cette solidarité apparente, il y avait une méfiance profonde. Le Président Conté a averti ceux qui, à ce sommet, tenteraient de déstabiliser son pays que la Guinée était prête à défendre son territoire.⁶¹ Cet avertissement était formulé de manière implicite à l'intention du Libéria, puisque la Sierra Leone n'avait pas la capacité d'action requise et qu'elle avait développé depuis longtemps des relations cordiales avec la Guinée.

Ces gestes n'ont cependant pas produit les résultats désirés car l'environnement sécuritaire de la Guinée a dégénéré et obligé le Président Conté à ordonner une mobilisation générale, critiquant à plusieurs reprises les présidents Taylor et Blaise Compaoré du Burkina Faso et insistant sur le fait que ceux-ci soutenaient le leader de l'opposition emprisonné Alpha Condé dans le but de déstabiliser la Guinée.

L'espoir antérieur d'une solution a disparu par la suite car l'environnement sécuritaire a rapidement changé en septembre, lorsque ce fut au tour de la Guinée d'accuser le Libéria, le Burkina Faso et les rebelles de la Sierra Leone d'attaques "barbares et sanguinaires".⁶²

Alors que la Sierra Leone abrite encore la force la plus importante des Nations unies, les responsables ouest-africains ont indiqué en décembre qu'ils avaient besoin de l'appui de la communauté internationale afin de soutenir une force qui devrait être déployée le long de la frontière de la Guinée.⁶³ Il est de plus en plus préoccupant de voir si des pays pauvres, avec des économies qui s'effondrent, sont en mesure de soutenir des opérations de paix coûteuses, fléau de l'Afrique de l'Ouest depuis 1989. Saluant l'idée d'un déploiement de troupes, le gouvernement de la Guinée a cependant averti ces troupes de ne pas se conduire en "touristes", en faisant allusion au rôle des troupes des Nations unies en Sierra Leone qui avaient été désarmées par des rebelles du RUF.⁶⁴

Sur fond de désaccords, la perspective de stationner une force d'observation ouest-africaine dans la zone forestière et frontalière du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée a focalisé tous les espoirs et les craintes et cela, moins de trois ans après que des troupes ouest-

⁵⁸ *BBC Focus on Africa Broadcast*, interview avec Général Opande, 14 décembre 2000

⁵⁹ *BBC Monitoring*, Guinea Minister on Security Agreement with Liberia and Sierra Leone, 20 avril 2000, citant Radio Guinée

⁶⁰ *BBC Monitoring*, Mano River Summit Calls for Immediate Release of UN Hostages, 9 mai 2000, citant *Sierra Leone Broadcasting Corporation*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Agence France Presse [Conakry], La Guinée affirme que des bandes armées soutenues par le Libéria et le Burkina Faso poursuivent leurs attaques, 15 septembre 2000

⁶³ Reuters [Abuja], West African Force of 1600 to Police Guinea Border, 28 décembre 2000

⁶⁴ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 30 décembre 2000

africaines aient abandonné le Libéria et se soient déployées en Sierra Leone sans parvenir à trouver des solutions au conflit. Le ministre sierra léonais de l'Information, Julius Spencer, a averti que la déstabilisation de la Guinée conduirait à de vastes déplacements de populations et que la situation devait être placée sous contrôle. Il a également fait l'éloge des mesures prises par la CEDEAO afin de parvenir à ce but.⁶⁵ Un leader de l'opposition guinéenne, Jean-Marie Doré, a exprimé une vue différente en affirmant que la CEDEAO n'était pas à même de résoudre la crise et que, au contraire, la présence de troupes ouest-africaines détruirait la Guinée, de même que le Libéria et la Sierra Leone avaient été détruites en raison des partis pris politiques inévitables des commandants de la CEDEAO.⁶⁶

Des responsables de la région, qui se sont rencontrés au Mali milieu décembre, ont aussi cherché à mettre en place une Cour suprême de la CEDEAO pour traiter des conflits entre Etats, même si le Libéria a émis des objections quant à la domination de cette cour par les Etats francophones qui ont reçu le pouvoir de nommer cinq des sept juges de cette juridiction.⁶⁷ L'absence remarquée du Président Conté au cours de ce sommet a jeté des doutes supplémentaires sur la mise en oeuvre de toutes propositions en matière de sécurité. Mais le gouvernement libérien a intensifié sa pression afin d'obtenir le déploiement de troupes, alors que trois ans auparavant, il avait rejeté l'idée de faire stationner des troupes ouest-africaines chez lui afin de garantir la sécurité de son pays et celle de la région. Maintenant, selon des propos qui leur ont été attribués, à la fois le Président Taylor et des fonctionnaires libériens estimeraient que le déploiement de la CEDEAO était la seule manière de traiter la situation.⁶⁸ Des promesses d'envoi de troupes faites par le Mali, le Sénégal et le Nigéria ont suscité des espoirs de voir la situation aux frontières contrôlée, tandis que l'Organisation de l'Unité Africaine a promis 300.000 USD pour le projet de paix. Des allégations incessantes selon lesquelles le Libéria était en train de répandre l'instabilité dans la région ont entaché la recherche de solutions aux niveaux régional et international. La sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les Affaires Africaines, Susan Rice, a affirmé dans une communication au Congrès que "le Libéria a été impliqué dans ce conflit pratiquement depuis le début et maintenant la Guinée est la victime d'incursions transfrontalières par des éléments du RUF et leurs alliés."⁶⁹

Ces allégations ont acquis une autre dimension régionale lorsque la Côte d'Ivoire a accusé le général Gueï, chef d'Etat évincé de ce pays, de recruter des mercenaires venant du Libéria, accusation que le Libéria a rejetée. "C'est inquiétant. Nous savons qu'il est en train de recruter des hommes au Libéria. Nous sommes sur sa trace. Nous avons pris des précautions", a dit le président ivoirien Laurent Gbagbo.⁷⁰

Les incursions de décembre dans le comté libérien de Nimba, région où est née la "révolution" du Président Taylor, ont de nouveau accru les appels du Libéria pour un déploiement de troupes ouest-africaines, soutenus par le Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Celui-ci a appelé toutes les parties "à utiliser tous les moyens nécessaires afin de

⁶⁵ *Sierra Leone News*, News Archives, 18 décembre 2000, <http://www.sierra-leone.org/slnews/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁶⁶ Reuters [Conakry], *Intervention Force Plan Worries Guinea Opposition*, 23 décembre 2000

⁶⁷ *Ecowas Fails on Security Matters; Liberia-Guinea Border Conflict Still Hanging*, *The Inquirer* [Monrovia], 18 décembre 2000

⁶⁸ *Taylor Wants ECOMOG Deployed*, *The Patriot* [Monrovia], 16 décembre 2000; Pan African News Agency, *Government Troops Battle with Dissidents*, 23 novembre 2000

⁶⁹ Rice, E.S., "US Policy Towards Sierra Leone: Achieving Peace and Justice in Sierra Leone (paper presented before the Senate Foreign Relations Committee Subcommittee on African Affairs) Washington DC, 11 octobre 2000, http://www.state.gov/www.policy_remarks/2000 [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁷⁰ Agence France Presse [Abidjan], *Le Libéria nie le fait que Gueï recrute des mercenaires*, 19 décembre 2000

contenir cette spirale de violence qui pourrait avoir de graves conséquences dans les domaines de la sécurité et de l'humanitaire, non seulement à l'intérieur de la Guinée, mais aussi plus généralement dans toute la sous-région."⁷¹

Cependant si l'on ne s'attaque pas aux peurs et à la méfiance qui règnent entre les leaders de la région rongés par les problèmes socio-économiques et politiques qui les affaiblissent, il est douteux que de simples sommets et des promesses difficiles à tenir puissent résoudre les problèmes actuels.

3. L'environnement humanitaire et la question des réfugiés

En plus des problèmes de sécurité, la baisse du financement a posé des obstacles pour la mise en place d'entreprises humanitaires efficaces. De grands espoirs ont été placés dans le déploiement des troupes de la CEDEAO à la frontière qui, selon des membres d'organisations humanitaires, devrait procurer une plus grande stabilité dans la région.⁷² La CEDEAO a en effet annoncé l'envoi d'une force de 1.678 hommes le long de la frontière afin de garantir la libre circulation des personnes ainsi que la sécurité des organismes humanitaires.⁷³

Mais le défi immédiat était de faire face à la détérioration de la situation humanitaire. L'ambassadeur de France en Guinée, Denis Gauer, notait:

J'ai vu à Kissidougou quelque 20.000 réfugiés... Ils m'ont expliqué qu'ils avaient quitté leurs camps autour de Yende, qu'ils étaient allés dans la forêt, marchant durant six jours et qu'ils étaient ensuite arrivés à Kissidougou. A Kissidougou, les autorités ne disposaient pas de structures d'accueil et les ont donc logés dans le lycée au milieu de la ville. Ils m'ont tous dit que tous les réfugiés des camps autour de Gueckedou, ce qui représente 400.000 personnes, avaient quitté leurs camps, qu'ils étaient partis dans la brousse et qu'ils marchaient actuellement vers le nord ... [la France a déjà offert quelque assistance, mais] nous devons maintenant faire plus ... Nous devons tous faire face à cette situation maintenant.⁷⁴

Cette situation sécuritaire difficile a conduit des groupes humanitaires opérant dans certaines zones à se retirer définitivement. Un missionnaire a déclaré:

Toute la région est en mouvement dans un sens ou dans l'autre et il est à craindre que l'on ne se retrouve avec une situation comme celle du Rwanda où vous avez des gens pris entre deux feux, harcelés par la guerre, pris de tous les côtés par le RUF, par les rebelles venant du Libéria, et puis pris par les forces de défense de l'autre côté, parce qu'il n'y a nulle part où y échapper.⁷⁵

A la fin de décembre, une équipe du HCR avait inspecté les zones autour de Gueckedou et trouvé plusieurs camps détruits. Mais des considérations de sécurité ont empêché la visite des zones où se trouvaient 280.000 réfugiés, même si 48 membres de cette équipe ont commencé

⁷¹ United Nations, Integrated Regional Information Network for West Africa, Annan Urges End to Spiralling Violence along Border, 11 décembre 2000, <http://www.reliefweb.org/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁷² Agence France Presse [Monrovia], Le HCR se félicite de l'intention de la CEDEAO de déployer des troupes, 19 décembre 2000

⁷³ *BBC News*, Troops to Guinea Border, 28 décembre 2000

⁷⁴ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 16 décembre 2000

⁷⁵ *Sierra Leone News*, News Archives, 2 janvier 2001, <http://www.sierra-leone.org/slnews/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

à arriver en Guinée avec une mission de surveillance des actions de protection et d'assistance.⁷⁶ La destruction des installations a entraîné le redéploiement des experts techniques envoyés pour s'occuper des 60.000 réfugiés en fuite, tandis que le HCR annonçait que le sort de dizaines de milliers de personnes était inconnu.⁷⁷ Un fonctionnaire guinéen a nié ironiquement qu'il puisse y avoir une crise humanitaire dans le pays, insistant sur le fait que le gouvernement traitait le problème des réfugiés en accord avec les conventions internationales.⁷⁸ L'opinion des personnels chargés de l'assistance est tout autre. Un agent a déclaré: "La vie de certains réfugiés est devenue encore plus précaire ces jours-ci car ils ne peuvent se procurer de la nourriture du fait que les vivres ne peuvent actuellement parvenir à ces régions, spécialement dans la région forestière [proche de la frontière libérienne], où les mouvements de rebelles ont connu une grande intensification".⁷⁹

On peut voir le caractère indispensable des garanties de sécurité pour une action humanitaire intensive au niveau des ressources dans les énormes pertes matérielles et financières encourues par les organismes à la fois au Libéria et en Sierra Leone et maintenant en Guinée. L'ampleur de ce problème s'est manifestée lorsque le HCR, après une série d'incidents de sécurité, a proposé de mettre en place une force de police à large composition interethnique dans ses zones d'opération le long des frontières du Libéria et de la Sierra Leone en 1999, ce qui a mis en question la viabilité du travail d'assistance en l'absence d'une telle sécurité. Fabrice Weisman, écrivant il y a quelques années pour Médecins Sans Frontières (MSF), a réfléchi ainsi:

Est-ce que les membres des organisations humanitaires devraient chercher à sauver des vies dans le court terme, au risque d'exacerber le conflit en fournissant aux parties en guerre de la nourriture, des véhicules et des provisions de même que d'autres sources d'équipement et de revenu, ce qui condamnerait ainsi plus de personnes à des privations et à la mort sur le long terme? Ou devraient-ils se borner à ne rien faire parce que davantage de vies (mais aussi bien aucune) pourraient être sauvées en définitive? S'agit-il là d'une décision qui doit être prise par des organismes humanitaires? Ou le fardeau consistant à trouver des solutions est-il retombé, une nouvelle fois par défaut, sur les organisations d'aide (alors qu'elles ne sont manifestement pas en mesure de le faire) parce que la communauté internationale n'a pas réussi à leur fournir le soutien politique et militaire nécessaire à leur action?⁸⁰

Comme le cas de la Guinée l'a de nouveau démontré, les zones rurales et les principales régions agricoles où les réfugiés sont concentrés, demeurent des cibles vulnérables pour les rebelles qui rôdent. En décembre 2000, les organismes d'aide ont indiqué que 20.000 réfugiés se dirigeaient vers Conakry distante de 300 km, certains dans "un état indescriptible", après avoir vendu leurs maigres biens afin de payer le prix exorbitant de leur transport.⁸¹ Cette évolution constitue une catastrophe humaine, a souligné un missionnaire:

⁷⁶ United Nations, High Commissioner for Refugees, *Guinea Update*, 2 janvier 2001, <http://www.unhcr.org/news/media/guinea/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁷⁷ United Nations, High Commissioner for Refugees, UN Agency Prepares Camps ...

⁷⁸ Agence France Presse [Conakry], La Guinée approuve...

⁷⁹ Reuters, Ten Killed in Guinea Raids - Refugees Set to Move, 5 décembre 2000

⁸⁰ Weisman, F., Liberia: Can Relief Organizations Cope with the Warlords? in J. Groenwold and E. Porter (eds.), *World in Crisis: The Politics of Survival at the End of the 20th Century*, New York, Médecins Sans Frontières; London: Routledge, 1997, p. 113

⁸¹ Agence France Presse [Conakry], Toujours l'incertitude sur le sort de milliers de réfugiés en Guinée, 18 décembre 2000

Beaucoup d'enfants sont morts pour avoir été exposés aux intempéries. Beaucoup de vieillards n'ont pas été capables de faire le voyage... Ils sont morts en route, simplement abandonnés à l'arrière. Beaucoup de femmes ont accouché en chemin, prématurément, perdant ensuite l'enfant et beaucoup sont mortes elles-mêmes. Ainsi il ne sera même pas possible actuellement d'estimer le nombre de pertes en vies humaines. Qui sait ce qui va arriver à ces personnes? Après tout, ils ont d'abord fui devant le RUF ... Vous ne pouvez pas dire que les réfugiés devraient être laissés là où ils se trouvent parce que, là où ils se trouvent, la situation est instable, si ce n'est pas plus instable que dans une grande partie de la Sierra Leone actuellement. On ne peut en aucun cas considérer la zone forestière comme sûre actuellement. Et je pense que l'on peut en voir la preuve dans la manière dont les Guinéens eux-mêmes ont fui ces lieux. Que diriez-vous d'une situation où les réfugiés sont entourés de villages et de villes complètement vides? Resteriez-vous immobiles en disant qu'il n'est pas plus sûr d'aller ailleurs? Je ne le pense pas. J'ai fui pour sauver ma vie. Je trouve impossible de dire à quelqu'un: Reste ici pendant que je cherche moi-même un havre sûr"...⁸²

Des milliers de personnes sont descendues sur Conakry, faisant des pieds et des mains pour retourner chez elles grâce aux démarches du HCR, ce qui a poussé des responsables de l'aide humanitaire à se plaindre du fait que "ces personnes semblent penser qu'elles seront mieux et en meilleure sécurité en Sierra Leone."⁸³ En dépit de cette débandade hors de Guinée, le HCR a dit qu'il n'encourageait pas le rapatriement vers la Sierra Leone en raison des conditions incertaines de sécurité qui y règnent. Un porte-parole a souligné que le HCR n'était pas une force de maintien de la paix, mandatée pour assurer la sécurité, mais il a dit que l'organisation commencerait à produire des émissions radio afin de dissuader les réfugiés de rentrer en Sierra Leone.⁸⁴

Mais cette fuite hors de la Guinée, qui a été principalement le fait de réfugiés sierra léonais, n'a pas perdu de son intensité, avec des chiffres allant de 15.000 à 25.000 personnes en septembre.⁸⁵ Au fur et à mesure que la préoccupation à propos de la sécurité des réfugiés augmentait, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) signalait qu'il n'avait que des informations limitées sur les mouvements des groupes qui avaient bénéficié d'aide antérieurement et que seul un contrôle limité de la situation était possible.⁸⁶ L'organisme a indiqué que 2.000 réfugiés sierra léonais retournaient chaque semaine chez eux mais que la destination recherchée par les réfugiés libériens n'était pas claire.⁸⁷ L'incertitude sur ce point relevait de plusieurs facteurs, notamment les craintes de nombreux Mandingues et Krahs de retrouver un environnement politique libérien hostile. De plus, les postes de contrôle des frontières, placés sous le contrôle des rebelles, étaient pour beaucoup simplement trop dangereux à traverser. La vulnérabilité des camps de réfugiés ruraux situés à la frontière nécessitait des transferts. Mais on peut se demander, alors même que la raison admet ces transferts, s'ils constituent une solution durable dans un climat d'insécurité largement répandu.

⁸² *Sierra Leone News*, News Archives, 2 janvier 2001

⁸³ United Nations, High Commissioner for Refugees, *Guinea Update*, 2 janvier 2001

⁸⁴ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 3 janvier 2001

⁸⁵ United States Committee for Refugees, *Escalation of Attacks...*

⁸⁶ World Food Programme, *Emergency Report No. 50*, Rome, 15 décembre 2000, <http://www.wfp.org/ereport/2000/001215.htm> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁸⁷ *Ibid.*

4. Les réfugiés comme facteur d'instabilité

Bien que lié à l'insécurité, l'exode des réfugiés était aussi dû à une diminution du sens de l'hospitalité. Déjà, une année auparavant, des membres d'organisations humanitaires avaient signalé qu'avec les mouvements continus et massifs en provenance de la Sierra Leone, la Guinée avec ses 470.000 réfugiés avait maintenant le deuxième rang parmi tous les pays africains pour le nombre de réfugiés: on ne pouvait attendre de la Guinée qu'elle porte indéfiniment ce fardeau et celle-ci commençait déjà à le dire explicitement.⁸⁸

Il y a un parallèle significatif entre la Guinée et la Sierra Léone en termes d'instabilité politique liée à des mouvements de population de masse. L'exode depuis le Libéria vers la Sierra Leone au début des années 1990 a contribué à la guerre en Sierra Léone, parce que parmi les masses de personnes en fuite il y avait beaucoup d'anciens soldats et combattants qui se sont réorganisés pour mener des contre-offensives en direction des rebelles du NPFL alliés à ceux du RUF. "Les choses changent si vite que même des personnes plus au courant que nous sont incapables de donner des chiffres", a dit le responsable d'une commission d'enquête de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), Chief Segun Olushola, au cours d'une visite des zones de réfugiés en 1990.⁸⁹ En dépit de l'insécurité régnante, plus de 10.000 nouveaux réfugiés libériens auraient fui en Guinée devant les combats qui éclataient.⁹⁰

4.1. Les réfugiés et la population d'accueil

Ces arrivées massives dans des sociétés économiquement faibles entraînent un potentiel d'instabilité. Cela semble être le cas de la Guinée actuelle, où l'on fait état d'un ressentiment grandissant au sein de la population locale contre les réfugiés, à qui cette population reproche de bénéficier par rapport à elle d'un meilleur accès aux secours en matière d'assistance médicale, de fourniture d'eau et de denrées alimentaires.⁹¹

L'attaque contre un village frontière de Guinée en septembre 2000, qui a provoqué la mort de plus de 70 personnes et causé de terribles destructions, a exacerbé la xénophobie déjà existante et le Président Conté a attisé les flammes en disant: "Je donne l'ordre qu'on réunisse tous les étrangers dans les quartiers [guinéens] pour qu'on sache ce qu'ils font et que l'on recherche et arrête les suspects. Civils et militaires, défendons notre pays ensemble pour écraser les envahisseurs." La réaction populaire aux ordres du Président a été rapide: des foules se sont précipitées sur des réfugiés apeurés, les attaquant avec toutes sortes d'armes artisanales comme des bâtons et des barres de fer, des couteaux, des pierres et des fils électriques.⁹² Fin décembre, environ 5.000 réfugiés libériens et sierra léonais se trouvant en Guinée seraient repassés au Libéria à la suite de menaces diffusées à partir d'une radio locale.⁹³

Cependant, ces faits n'étaient pas entièrement nouveaux. Depuis quelques années déjà, des informations circulaient sur des cas de réfugiés victimes d'arrestations et de détentions arbitraires, si par exemple ils avaient des papiers d'identité insuffisants ou s'ils se trouvaient être des rebelles présumés. Le Département d'Etat américain notait en 1996:

⁸⁸ Stromberg, P., *The World's Most Brutal War, Refugees* [Geneva], Vol. 2, No. 115, 1999, p.18

⁸⁹ Rosenior A. de G., *Fire Next Door, West Africa* [London], 24-30 septembre 1990, p. 2513

⁹⁰ Carter, T., *African Pestilence Reflects Yearning to Be Democratic, The Washington Times*, 14 décembre 2000

⁹¹ Stromberg, p.18

⁹² Human Rights Watch, *Refugee Women in Guinea Raped*, New York, 13 septembre 2000 (communiqué de presse), <http://www.hrw.org/press/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁹³ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 30 décembre 2000

Alors que le gouvernement a généralement été accueillant envers les réfugiés, des informations sont parvenues selon lesquelles la police locale et les patrouilles de soldats à la frontière harcelaient les réfugiés et exigeaient de l'argent ou des faveurs sexuelles pour entrer en Guinée. En réaction contre les violentes incursions de rebelles libériens dans la région forestière de Macenta qui ont entraîné la mort de douzaines de Guinéens et de réfugiés libériens, le gouvernement a augmenté l'importance de ses forces armées le long de la frontière libérienne en juillet et combattu les rebelles libériens. On n'a pas signalé de rapatriements forcés.⁹⁴

Mais les mesures de répression de septembre 2000 ont suscité l'inquiétude de la communauté internationale, qui a largement répercuté les informations sur le sort des réfugiés. Ainsi le Département d'Etat américain a appelé la Guinée à continuer à protéger les populations de réfugiés.⁹⁵

Parmi les Guinéens, les sentiments à l'encontre des réfugiés ne se trouvaient pas cependant entièrement dénués de fondement. Selon les médias d'Etat, des liens supposés entre des réfugiés se trouvant dans les zones frontalières et les rebelles sont apparus et ont exacerbé la xénophobie:

Les assaillants, qui sont venus du territoire libérien, munis d'armes offensives, ont commis des crimes et supprimé tout ce qu'ils ont trouvé sur leur chemin. Après les assassinats, ils ont pris quelques citoyens en otages et s'en sont servis pour porter les vivres dérobés à la population... Selon d'autres explications données par certains survivants, trois anciens réfugiés vivant dans cette zone ont guidé les rebelles pour attaquer le village. Les trois hommes, qui ont servi d'indicateurs aux rebelles, avaient tous séjourné pendant huit ans dans le village attaqué et avaient profité de l'hospitalité remarquable de sa population, de même que tous les autres réfugiés qui avaient fui la guerre qui faisait rage dans leur pays.⁹⁶

Les réactions ont été immédiates, comme se détérioraient les conditions de sécurité: les agents de l'aide humanitaire ont reconnu que "l'insécurité a grandi dans tout le pays et des postes de contrôle aux mains de militaires et de milices civiles composées de jeunes au chômage ont vu le jour."⁹⁷ "Durant plusieurs jours, des groupes armés composés de milices civiles, de policiers et de soldats ont pénétré de force dans les maisons des réfugiés, les ont frappés, violés, arrêtés, pillant leurs biens", a rapporté Human Rights Watch.⁹⁸

Cette détérioration rapide de la sécurité a forcé les agences d'aide humanitaire de commencer à évacuer les lieux lorsque le HCR a annoncé qu'il devait "travailler de manière beaucoup plus étroite avec le Conseil de sécurité des Nations unies afin d'instituer des mesures visant à

⁹⁴ United States, Department of State, *Country Report ... 1996*

⁹⁵ United States, Department of State, *Guinea: Attacks on Guinean Villages, Violence Against Refugees*, 15 septembre 2000 (communiqué de presse)

⁹⁶ *BBC Monitoring*, Paper Says Guinea Confronted ...

⁹⁷ United Nations, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Consolidated Inter-Agency Appeals Process, *Strategy Paper for West Africa*, 20 novembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

⁹⁸ Human Rights Watch, R. Reilly, *The Refugee Crisis in Guinea: Another Macedonia?* 3 octobre 2000, <http://www.hrw.org/editorials/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

améliorer la sécurité de son personnel”.⁹⁹ Le PAM a suspendu ses opérations en mettant en avant les problèmes de sécurité et en avertissant que “en l’absence d’un environnement plus sûr, nous devons trouver des modes alternatifs d’assister les résidents locaux et les réfugiés”.¹⁰⁰

Il en est résulté de fréquentes fermetures de frontières et les Guinéens, craignant des infiltrations, n’ont accepté que les réfugiés “vulnérables” (notamment les femmes enceintes ou allaitant leur enfant; les enfants âgés de moins de 14 ans - âge relevé plus tard à 18 ans - et les personnes âgées). Le HCR a confirmé, en septembre, qu’au moins 10.000 civils attendaient de traverser la frontière en provenance de la Sierra Leone.¹⁰¹ Le Haut Commissaire du HCR, Sadako Ogata, a averti que la Guinée ne serait pas en position de supporter un tel nombre de réfugiés dans les conditions actuelles, ajoutant que cette crise était l’urgence numéro un de son organisation.¹⁰²

Début décembre, les attaques se sont intensifiées et les organismes d’assistance et d’action humanitaire ont suspendu leurs activités dans certaines zones et exprimé de graves inquiétudes quant à la sécurité de plus de 400.000 réfugiés.¹⁰³ Des fonctionnaires ont indiqué des plans pour reloger, à Kindia, des dizaines de milliers de réfugiés, notamment 127.000 personnes venant de la région frontalière de Forécariah.¹⁰⁴ Les autorités du Libéria ont annoncé les plans d’évacuation dans une atmosphère d’hystérie, bien que moins de 500 personnes sur les 126.000 réfugiés estimés soient arrivés à Monrovia à bord d’un bateau affrété par le gouvernement. Celui-ci a accusé la Guinée d’”humilier” les Libériens et averti qu’une telle tentative rencontrerait une grande résistance. La Guinée, à son tour, s’est montrée choquée par les menaces du Libéria qui impliquaient que la sécurité des Guinéens au Libéria pourrait ne pas être assurée.¹⁰⁵ Un diplomate libérien stationné dans la ville frontière de N’Zerekeli a été expulsé par la Guinée après avoir été accusé d’actes incompatibles avec son statut diplomatique.¹⁰⁶

Ce harcèlement continu a poussé le Pape Jean Paul II à faire allusion aux informations inquiétantes concernant des “attaques sanglantes en Guinée contre la population locale et contre les réfugiés originaires du Libéria et de la Sierra Leone”, implorant: “Je demande au nom de Dieu que ceux qui ont perpétré ces actes renoncent à la violence et qu’ils respectent les droits de tous, en particulier ceux des personnes qui sont réfugiées et qui vivent déjà dans des conditions précaires.”¹⁰⁷

En dépit de cette avalanche de condamnations, les inquiétudes de la Guinée concernant sa sécurité ont été considérées comme légitimes même au sein de la communauté humanitaire. “Nous voulons qu’ils veillent à la sécurité de la Guinée tout en s’assurant que le gouvernement maintient les portes ouvertes pour de nouveaux demandeurs d’asile, ce qui n’est pas le cas pour le moment” a souligné l’agent d’un organisme d’assistance à Conakry. L’attaque contre la ville commerçante frontalière de Pamelap a suscité de nouvelles craintes d’infiltrations. “Les gens craignent en général que des personnes ne s’infiltrerent dans la

⁹⁹ Crawley, M., Africa Struggles to Get By on Just \$35 per Refugee, *The Christian Science Monitor*, 14 décembre 2000

¹⁰⁰ Reuters, UN’s WFP Suspends Aid in Guinea Due to Rebels, 14 décembre 2000

¹⁰¹ Human Rights Watch, Refugee Women ...

¹⁰² *BBC Focus on Africa Broadcast*, 14 décembre 2000

¹⁰³ Associated Press, UNHCR Scales Down Guinea Operations Following New Attacks, 6 décembre 2000

¹⁰⁴ Reuters, Ten Killed ...

¹⁰⁵ Agence France Presse, La Guinée nie un rapatriement imminent de réfugiés libériens, 19 septembre 2000

¹⁰⁶ Liberian Diplomat Expelled from Guinea, *The Inquirer* [Monrovia], 8 septembre 2000

¹⁰⁷ Reuters, Pope Calls for an End to Killings in West Africa, 14 septembre 2000

capitale. Ce n'est pas une époque facile" a dit un agent humanitaire, qui a ajouté: "Les choses pourraient se détériorer très vite. C'est cela la réalité ici en Guinée. Il y a probablement des indices qui montrent que la situation est un peu plus sérieuse que dans le passé".¹⁰⁸ Un message radiodiffusé par les rebelles, annonçant des attaques sur la ville de Gueckedou qui connaît une forte concentration de réfugiés, a créé la panique et l'annulation de la distribution de produits alimentaires, car le HCR a rappelé son personnel dans la capitale. "Cette instabilité constitue une grave menace à la deuxième population de réfugiés la plus importante en nombre d'Afrique" a averti Abou Moussa, haut fonctionnaire du HCR en Afrique de l'Ouest.¹⁰⁹

4.2. Les donateurs et les réfugiés guinéens

L'extension et la durée des crises ont tendance à générer la lassitude des donateurs et la Guinée n'est pas une exception. Le vide en matière de sécurité, qui a créé des obstacles pour les organismes d'assistance et d'action humanitaire, demeure une préoccupation clé alors que la générosité des donateurs diminue. Pour avoir une idée de l'ordre de priorité accordé aux réfugiés africains, il suffit de se reporter aux informations indiquant qu'ils reçoivent 35 USD par personne, alors que leurs homologues européens reçoivent 120 USD chacun. "Même si vous tenez compte de la différence de climat et des différences du coût de la vie, cette disparité demeure élevée" affirme un porte-parole du HCR.¹¹⁰ Comparant la situation des réfugiés en Guinée et en Macédoine, Human Rights Watch a noté:

Nous avons demandé si la communauté internationale serait disposée à intervenir pour assister les pays hôtes ailleurs dans le monde de la même manière qu'elle a soutenu la Macédoine, en particulier lorsque les enjeux politiques et militaires ne sont pas si élevés. La situation actuelle en Guinée nous fournit une réponse. La réaction des pays occidentaux a été négligeable, cette crise a à peine été évoquée dans les grands titres des médias internationaux et il n'y a certainement eu aucune évacuation de réfugiés par avion afin d'assurer leur sécurité. Cependant, la situation en Guinée est également grave, sinon plus grave, que celle régnant en Macédoine durant la crise du Kosovo.¹¹¹

Mais en plus, de nombreux réfugiés se trouvant en Guinée ont été condamnés à l'incertitude de la vie de réfugiés depuis plus d'une décennie et il est difficile de maintenir l'enthousiasme des donateurs pour qu'ils soutiennent indéfiniment des programmes d'aide. "Au moment où les problèmes de la guerre et de l'insécurité en Sierra Leone ne connaissent aucune amélioration depuis longtemps, le lourd fardeau qui incombe à la Guinée en tant que terre d'asile devient insoutenable pour la population...Et la Guinée n'est pas un pays riche", a précisé le responsable du HCR, Sadako Ogata.¹¹²

Les agressions contre les organismes d'assistance et les réfugiés, qui ont été si fréquentes lors des conflits au Libéria et en Sierra Leone se sont également produites en Guinée, durant les premières semaines de l'insurrection, lorsqu'un employé d'une organisation humanitaire a été tué et un autre enlevé. Cet incident était étrange car il est intervenu quelques jours à peine

¹⁰⁸ Reuters, UNHCR Scales Down, 4 octobre 2000

¹⁰⁹ United Nations, Integrated Regional Information Network for West Africa, Guinea: UNHCR Alarmed by Threats to Refugees, 6 décembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

¹¹⁰ Crawley

¹¹¹ Human Rights Watch, R. Reilly

¹¹² Agence France Presse, Le responsable des Nations Unies célèbre le 50e anniversaire de l'organisme et annonce une situation d'urgence en Afrique de l'Ouest, 14 décembre 2000

après qu'un journal dépendant du Ministère libérien de l'Information publie un article alléguant que les agents du HCR étaient de "fermes partisans des activités des rebelles".¹¹³ Au début du mois de décembre, la ville commerçante de Gueckedou, un des principaux centres du HCR, proche de la frontière avec le Libéria, a été attaquée et des biens de première nécessité ont été détruits, ainsi que des moyens logistiques. Des dizaines de milliers de réfugiés vulnérables, de même que des résidents, ont fui leurs maisons qui partaient en fumée. Sadako Ogata ajoute:

Le HCR et le gouvernement de Guinée n'ont cessé de dire depuis des mois que la communauté internationale devait prendre des mesures urgentes afin d'assurer la sécurité de cette région frontalière explosive. Nous sommes maintenant au bord d'une catastrophe humanitaire majeure qui peut conduire au déplacement à l'intérieur de la Guinée à la fois de réfugiés et de dizaines de milliers de résidents locaux.¹¹⁴

Malgré ce désespoir, la générosité internationale avait cependant peu de chances de se concrétiser puisque, comme un auteur l'a noté, ces conflits sont "périphériques par rapport aux pays puissants" et que "l'implication militaire des Etats de la région, la création de zones de pseudo-sécurité fournies en vivres par l'aide internationale à l'intérieur des zones de conflit, la fermeture des frontières et même le rapatriement forcé des réfugiés... constituent les piliers des initiatives de stabilisation prônées récemment par les grandes puissances..."¹¹⁵ De plus en plus d'observateurs ont conclu à l'inaction internationale et l'un d'eux a noté:

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une situation similaire en Afrique de l'Ouest et une fois encore nous négligeons d'agir, même si cette fois-ci ce n'est pas par impuissance mais par intérêt personnel. Ne rien faire alors que des civils sans défense sont dispersés, assassinés et mutilés, que leurs villages et leurs villes sont détruits, saccagés et brûlés, c'est voir notre propre condition avilie et les fondements de notre propre société remis en question.¹¹⁶

Mais avant même l'escalade des attaques, le PAM a annoncé l'existence de difficultés, qui sont devenues coutumières, en matière de collecte de fonds pour nourrir les 520.000 personnes déplacées à l'intérieur de la Sierra Leone et les 300.000 réfugiés en Guinée, pour un montant de 90 millions de USD pour 18 mois. Alors que cet organisme avait annoncé que, sans cet argent, on s'acheminait vers une tragédie humanitaire, il n'a récolté que 57 millions de USD, ce qui l'a forcé à annuler totalement la fourniture de denrées alimentaires dans les écoles et les programmes communautaires, tout en réduisant de moitié les rations distribuées. L'Agence a lancé un autre appel de fonds pour 65 millions de USD, nécessaires pour nourrir un million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.¹¹⁷

Dans une lettre adressée à la Secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, plusieurs organisations humanitaires non gouvernementales ont souligné ce problème:

L'insécurité qui règne le long des frontières de la Guinée, l'atmosphère d'hostilité aux réfugiés qui prévaut en Guinée et le manque de financement dont souffrent des organisations humanitaires clé comme le HCR ont conduit à une réduction drastique de l'aide humanitaire à l'intérieur de la Guinée, ce qui menace la santé de près de 500.000 réfugiés sierra léonais et libériens en

¹¹³ UNHCR Supports Dissidents?, *The New Liberia* [Monrovia], 15 septembre 2000

¹¹⁴ Associated Press, UNHCR Warns of Catastrophe in Guinea, 7 décembre 2000

¹¹⁵ Weisman, p. 121

¹¹⁶ Poole, R., An African Peace Force, *The Independent* [London], 13 décembre 2000

¹¹⁷ Associated Press [Abidjan], UN Food Agency Short of Food for Troubled West Africa, 6 novembre 2000

Guinée. Les attaques lancées depuis la Sierra Leone et le Libéria sur le sol guinéen et les représailles effectuées par le gouvernement guinéen sur les populations réfugiées risquent de déstabiliser encore plus la région... Mais nous craignons que l'échec de la lutte contre la violence le long des frontières de la Guinée ne mette en danger la vie de ces réfugiés et que, si cette situation reste incontrôlée, elle ne conduise à une aggravation du conflit déjà très long qui mine la région.¹¹⁸

Des fonctionnaires du Département d'Etat américain en visite dans la région ont appris que des réfugiés continuaient d'être harcelés s'ils s'aventuraient hors des camps.¹¹⁹ Mais l'instabilité de la situation sécuritaire a aussi terriblement affecté les personnels des organisations d'aide, qui ont ouvertement évoqué la nécessité de trouver des moyens indirects plus importants pour venir en aide aux populations locales et aux réfugiés, en raison de l'environnement de plus en plus dangereux auquel ces personnels se trouvaient confrontés.¹²⁰

5. Les défis politiques à venir

Comme de nombreux gouvernements africains qui ont succédé aux régimes de dictature, la Guinée est confrontée aux exigences simultanées de la mise en place de réformes démocratiques et du maintien de la stabilité. Il semble qu'il s'agisse pour le gouvernement d'un défi difficile à relever alors même que les attaques transfrontalières testent sa résistance. Vers la mi-décembre, des signes de division dans l'union nationale se sont manifestés lorsque l'homme politique d'opposition peul, Mamadou Bâ, a accusé le Président Conté d'être responsable de la crise et appelé à un règlement négocié avec les rebelles et le Président Taylor.¹²¹ Si ce fait peut être considéré comme un indicateur de la nécessité de la cohésion politique pour faire face à des menaces externes qui seraient soutenues par des Etats étrangers, la Guinée pourrait très vite suivre les traces du Libéria et de la Sierra Leone.

Comme l'a noté un auteur, le Président Conté pense que "la Guinée va s'effondrer ... selon la théorie du domino, après la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée Bissau et le Sénégal et que la fermeté est nécessaire et non des négociations avec les rebelles."¹²²

La satisfaction des exigences politiques et le maintien de l'équilibre d'une mosaïque ethnique agressive présente des dangers pour un pays qui peine à trouver une transition entre un Etat marxiste à parti unique et une démocratie pluraliste. Le Département d'Etat américain, dans son rapport de 1999 sur les Droits de l'Homme, a accusé la police et les forces paramilitaires de gendarmerie d'exercer un "rôle oppressif dans la vie quotidienne des citoyens" et affirmé que "les membres de la garde présidentielle d'élite ne sont comptables de leurs actes devant personne à l'exception du Président." Le rapport faisait état de: "exécution extrajudiciaires, 'disparitions', pratique de la torture par la police et des membres de l'armée, exactions policières contre des prisonniers et des détenus, conditions de détention inhumaines et fréquents décès dus à ces conditions de détention."¹²³ La méfiance envers les structures d'Etat telles que les forces de sécurité engendre la crainte et le doute. "De nombreux citoyens

¹¹⁸ Interaction

¹¹⁹ United Nations, Integrated Regional Information Network for West Africa, US Officials Visit Refugee Camps, *Weekly Roundup*, No. 47, 24 novembre -1 décembre 2000

¹²⁰ Reuters, UN's WFP Suspends Aid...

¹²¹ *BBC Focus on Africa Broadcast*, 16 décembre 2000

¹²² Farah, D., Leader Keeps Tight Grip on Guinea, *The Washington Post*, 6 novembre 2000

¹²³ United States, Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 1999: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 25 février 2000

considèrent que les forces de sécurité sont corrompues, inefficaces et même dangereuses”, notait déjà en 1996 le rapport du Département d’Etat.¹²⁴

Comme la crise s’aggravait, Amnesty International a critiqué également le système judiciaire et appelé à la libération de l’opposant politique Alpha Condé et de 48 autres prisonniers politiques, qui se trouvaient retenus en détention malgré l’absence de preuves qu’ils aient prôné la violence ou l’aient utilisée eux-mêmes dans le but de renverser le gouvernement.¹²⁵

Cependant la perspective d’un effondrement et d’une désintégration politiques est devenue un élément d’importance, avec l’anarchie inquiétante qui règne dans la région. Un fonctionnaire américain qui accompagnait la Secrétaire d’Etat américaine Madeleine Albright à Conakry en octobre 1999 a observé que le gouvernement avait “fait des progrès dans un certain nombre de domaines” mais il a ajouté: “Il est clair que ce n’est pas une démocratie”.¹²⁶

Le facteur ethnique demeure un trait fondamental de l’échiquier politique guinéen comme cela a été montré par l’exécution de jeunes gens originaires de la région forestière et accusés d’être des rebelles. De tels faits comportent le risque de pousser les “forestiers” dans les bras des rebelles. Le Département d’Etat américain a noté: “Alors que la Constitution et le Code pénal interdisent la discrimination raciale et ethnique, l’identification des individus par leur ethnie est forte. La suspicion mutuelle affecte les relations entre les ethnies, à l’intérieur et hors du gouvernement. Des membres des trois principaux groupes ethniques sont représentés lors des promotions à des postes gouvernementaux élevés et aux plus hauts rangs militaires inférieurs au Président.”¹²⁷

Pour répondre à la rébellion, le gouvernement a lancé une campagne de recrutement qui a attiré de jeunes chômeurs dans l’armée et des groupes de milices ont érigé des postes de contrôle dans tout le pays et des cas de harcèlement de civils ont été signalés. Une milice de chasseurs traditionnels, dotés de pouvoirs surnaturels supposés qui les protégeraient des balles, a vu le jour avec l’objectif déclaré de battre les rebelles. L’un des dangers de cette évolution est de correspondre aux exigences économiques de ces recrues et de l’Armée en général avant et après la fin de la rébellion. La réintégration des combattants a constitué un problème crucial à la fois au Libéria et en Sierra Leone et comme les combats continuent et requièrent de plus en plus d’hommes, la Guinée pourrait se retrouver avec un problème similaire.

Avec une opposition qui ne cesse d’exiger des réformes et une population qui connaît des difficultés économiques, on peut douter de la capacité du gouvernement à répondre au défi que représente le maintien de la cohésion politique et de l’harmonie entre les ethnies. Il en est ainsi en particulier quand un Malinké éminent, Alpha Condé, demeure un symbole pour l’opposition alors qu’un autre politicien du puissant groupe ethnique peul accuse le gouvernement d’être à l’origine de la crise en permettant, dit-il, la présence du ULIMO en Guinée. La rivalité traditionnelle demeure entre les principaux groupes ethniques, principalement les Malinkés et les Peuls, alors que Conté est aux commandes tout en appartenant au groupe ethnique Soussou moins important. Avec les alliances ethniques transfrontalières, le maintien de cet équilibre délicat afin d’assurer la stabilité comporte de nombreux défis.

¹²⁴ United States, Department of State, *Country Reports ... 1996*

¹²⁵ Amnesty International, *Guinée: L’affaire Alpha Condé: un simulacre de procès*, Londres, 12 décembre 2000

¹²⁶ Farah

¹²⁷ United States, Department of State, *Country Reports ... 1996*

Mais l'impact de l'évolution politique dans la sous-région, où les exigences d'une libéralisation plus grande ont fait tomber un certain nombre de gouvernements, crée de sérieuses menaces pour la stabilité de la Guinée. Comme cela a été le cas en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone, la fin d'une ère bâtie sur l'autoritarisme entraîne avec elle des demandes qui ne conduisent pas nécessairement à la démocratisation, mais à l'anarchie.

6. Conclusion

Au cœur des problèmes de la Guinée relatifs à la sécurité, donc à la politique, il y a une méfiance et une suspicion bien ancrées parmi les leaders de la région, qui ont chacun des objectifs différents. Les alliances politiques et les regroupements sur des bases ethniques qui sont nés du conflit du Libéria et s'étendent maintenant à la Guinée constituent de sérieux obstacles pour parvenir à la stabilité dans la région. Ces suspicions et ces craintes ont fait de la Guinée un objet de méfiance pour les mouvements de rébellion dans la région, principalement le NPFL et le RUF.

La participation très active du pays dans la force de maintien de la paix de l'ECOMOG et sa proximité avec le Libéria et la Sierra Leone ont accru sa vulnérabilité. De plus, ce sont les pays qui ont été actifs au sein de l'ECOMOG durant la guerre du Libéria qui ont été soumis à la déstabilisation dans la sous-région. Ce point a été souligné par l'opposant politique guinéen, Mamadou Bâ, lorsqu'il a accusé le Président Conté d'avoir suscité la crise actuelle en envoyant des troupes guinéennes au Libéria et en Sierra Leone.

Alors que les Mandingues demeurent un groupe ethnique libérien redouté et menacé, la Guinée est devenue l'objet de doutes encore plus grands. Le Président Taylor demeure très méfiant à l'égard de la Guinée et, afin d'effacer ces soupçons, il a tenté sans succès de rencontrer plus souvent le Président Conté en tête-à-tête (même si les deux hommes s'étaient déjà rencontrés à plusieurs reprises).¹²⁸ Taylor redoute la présence de ses opposants en Guinée et en Sierra Leone, qu'il ressent comme une menace. Cette crainte l'a poussé à demeurer impliqué dans la guerre en Sierra Leone, soutenant le RUF et déployant fréquemment des troupes (et des mercenaires) à certains points de la frontière.¹²⁹

Le dilemme de la Guinée est en partie le résultat de la politique régionale qui a mis un terme à la crise au Libéria sans résoudre les problèmes essentiels concernant la sécurité et le respect des droits humains fondamentaux dans la région. Les liens entre le Libéria et le mouvement sierra léonais du RUF ont été ignorés ou occultés dans la politique et les alliances de la région. En même temps, la fuite précipitée de réfugiés hors du Libéria a mené à des solutions de fortune qui ont eu des implications sur le long terme. Les intérêts communs des acteurs régionaux ont masqué les inquiétudes en matière de sécurité régionale et comme Graça Machel l'a dit un jour: il existe une "tendance à agir comme si nos gouvernements fréquentaient des clubs où ils se rencontrent, discutent, mais où ils ne peuvent punir ceux qui commettent des actes de violence."¹³⁰

¹²⁸ We Are Talking with America, *The Inquirer* [Monrovia], 11 décembre 2000

¹²⁹ Military Build-up at Borders, *The News* [Monrovia], 20 juin 2000

¹³⁰ Abdi, Y.H., A Serious Breakdown of Human Values, *Refugees*, Vol.2, No.115, 1999, p.19

Les perspectives sont minces pour la Guinée, si elle veut survivre à des attaques coordonnées et des querelles politiques internes, alors qu'elle figure à la 161^e place en bas de la liste des pays du monde en termes de développement humain. Dans ce cas, l'Afrique de l'Ouest va vers une apocalypse.

7. Bibliographie

Abdi, Y.H., A Serious Breakdown of Human Values, *Refugees*, Vo1.2, No.115, 1999

Agence France Presse [Conakry], La Guinée approuve l'envoi de troupes dans la région frontalière, 30 décembre 2000

_____ [Monrovia], Le HCR se félicite de l'intention de la CEDEAO de déployer des troupes, 19 décembre 2000

_____ [Abidjan], Le Libéria nie le fait que Gueï recrute des mercenaires, 19 décembre 2000

_____ [Conakry], Toujours l'incertitude sur le sort de milliers de réfugiés en Guinée, 18 décembre 2000

_____ Le responsable des Nations Unies célèbre le 50e anniversaire de l'organisme et annonce une situation d'urgence en Afrique de l'Ouest, 14 décembre 2000

_____ [Conakry]. Six personnes, présentées comme des "rebelles", abattues par l'armée, 1er décembre 2000

_____ , La Guinée nie un rapatriement imminent de réfugiés libériens, 19 septembre 2000

_____ [Conakry], La Guinée affirme que des bandes armées soutenues par le Libéria et le Burkina Faso poursuivent leurs attaques, 15 septembre 2000

_____ [Monrovia], Plus de 260 réfugiés sierra léonais fuient vers la Guinée, 9 Mai 2000

_____ , Selon Taylor, Des "centaines de morts" dans des attaques au nord du Libéria, selon Taylor, 14 septembre 1999

Alhaji G.V. Kromah: Disappointments and Denials, *The Perspective* [Atlanta GA], Vol. 4, No.3, Août/ octobre 2000

Amnesty International, *Guinée: L'affaire Alpha Condé: un simulacre de procès*, Londres, 12 décembre 2000

Associated Press, Nicole Winfield, US Wants Liberian Arms Embargo, 3 Janvier 2001

_____ , UNHCR Warns of Catastrophe in Guinea, 7 décembre 2000

_____ , UNHCR Scales Down Guinea Operations Following New Attacks, 6 décembre 2000

_____ [Abidjan], UN Food Agency Short of Food for Troubled West Africa, 6 novembre 2000

_____ , Guinea: UN Staff Member Killed in Guinea; Another Missing, 17 septembre 2000

BBC Focus on Africa Broadcast, 3 Janvier 2001; 30 décembre 2000; 16 décembre 2000; 14 décembre 2000; 11 décembre 2000; 2 décembre 2000

BBC Monitoring, Weapons Arrive in Guinea, 23 octobre 2000, citant *Radio Liberia International*

_____ , Political Parties Condemn Attacks on Liberia, 8 septembre 2000, citant *Radio Guinée*

_____ , Paper Says Guinea Confronted by Double Threats, 8 septembre 2000, citant *Radio Guinée*

_____ , Mano River Summit Calls for Immediate Release of UN Hostages, 9 mai 2000, citant *Sierra Leone Broadcasting Corporation*

_____ , Guinea Minister on Security Agreement with Liberia and Sierra Leone, 20 avril 2000, citant *Radio Guinée*

BBC News, 23 Mercenaries Arrested in Sierra Leone, 4 janvier 2001

_____ , Troops to Guinea Border, 28 décembre 2000

_____ , UN Says Liberia Destabilising Region, 22 décembre 2000

BBC Summary of World Broadcasts, Officials Deny Liberian Rebel Presence, 29 novembre. 2000, citant *Radio Guinée*

Cabinet Wants 'Hot Pursuit' Against Dissidents, *The News* [Monrovia], 15 septembre 2000

Carter, J., Letter to President Taylor, 6 November 2000, dans Carter Center press release, 7 novembre 2000, <http://www.cartercenter.org/NEWS/RLS2000/pr-liberia.html> [accédé à ce site le 5 février 2001]

Carter, T., African Pestilence Reflects Yearning to Be Democratic, *The Washington Times*, 14 décembre 2000

Crawley, M., Africa Struggles to Get By on Just \$35 per Refugee, *The Christian Science Monitor*, 14 décembre 2000

Cross-border Crisis, *Africa Confidential* [London], Vol. 41, No, 15. 21 juillet 2000

Ecowas Fails on Security Matters: Liberia Guinea Border Conflict Still Hanging, *The Inquirer* [Monrovia], 18 décembre 2000

Ellis, S., *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, London: Hurst; New York: N.Y. University Press, 1999

Engelbert, P., Guinea: Recent History, Independence and the Touré Era, 1958-1984 in *Africa Yearbook 1996*, London: Europa Publications, 1995

Expel Mosquito, Free Political Prisoners, Inter-faith, Civil Society Recommend, *The Inquirer* [Monrovia], 15 décembre 2000

Farah, D. Leader Keeps Tight Grip on Guinea, *The Washington Post*, 6 novembre 2000

Guinea Denies Harboring Dissidents, *The Inquirer* [Monrovia], 17 juillet 2000

Human Rights Watch. R. Reilly. The Refugee Crisis in Guinea: Another Macedonia?, 3 October 2000, <http://www.hrw.org/hrw/editorials/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

_____, *Annual Report 1999*, New York, 1998

_____, Refugee Women in Guinea Raped, New York, 13 septembre 2000 (communiqué de presse), <http://www.hrw.org/press/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

In Lofa RUF Fighters on Rampage, *New Democrat* [Monrovia], 6-8 octobre 1999

In Sierra Leone, Guinea: Liberians Abducted, *Daily Times* [Monrovia], 8 septembre 2000

Interaction, International Organisations Express Concern over Critical Situation along Guinean Border, 27 novembre 2000 (communiqué de presse), <http://interaction.org/disaster/guineaborder.html> [accédé à ce site le 5 février 2001]

Liberian Daily News Bulletin, 9 octobre 1999 (Libnet)

Liberian Diplomat Expelled from Guinea, *The Inquirer* [Monrovia], 8 septembre 2000

Lynch, C., Ban Sought on Diamond Sales by 2 Nations, *Washington Post*, 20 décembre 2000

Military Build-up at Borders, *The News* [Monrovia], 20 juin 2000

New African Yearbook 1991-1992 & 1997-1998, London: IC Magazines, 1991 & 1997

NPP Country Officials Want Taylor to Withdraw from Sierra Leone Peace Talks, *The Inquirer* [Monrovia], 29 décembre 2000

Onishu, N., Africa Diamond Hub Defies Smuggling, *The New York Times*, 2 janvier 2001

Pan African News Agency [Monrovia], Government Troops Battle with Dissidents, 23 novembre 2000

_____, [Monrovia], Taylor Gives 72hrs to Expel Dissidents, 15 septembre 2000

_____, [Monrovia], Liberia Denies Attacking Guinea, 10 septembre 2000

_____ [Monrovia], Taylor Claims Hundreds Killed in Cross-border Attacks, 14 septembre 1999

Poole, R., An African Peace Force, *The Independent* [London], 13 décembre 2000

President Taylor's Formula for Peace in Mano River Union: A Response to Concerns of the International Community, Monrovia, décembre? 2000 (document non publié)

Programme alimentaire mondial, *Emergency Report No. 50*, Rome, 15 décembre 2000, <http://www.wfp.org/ereport/2000/001215.htm> [[accédé à ce site le 4 février 2001]

Rebels Attack Nimba, Govt. Confirms, *The News* [Monrovia], 22 novembre 2000

Reuters [Abuja], West African Force of 1600 to Police Guinea Border, 28 décembre 2000

_____ [Conakry], Intervention Force Plan Worries Guinea Opposition, 23 décembre 2000

_____ , UN's WFP Suspends Aid in Guinea Due to Rebels, 14 décembre 2000

_____ , Ten Killed in Guinea Raids - Refugees Set to Move, 5 décembre 2000

_____ , UNHCR Scales Down, 4 octobre 2000

_____ [Conakry], Guinean Troops Fight Gunmen near S. Leone Border, 2 octobre 2000

_____ , Pope Calls for an End to Killings in West Africa, 14 septembre 2000

_____ [Conakry], Guinea Warns Liberia over Alleged Border Attacks, 13 septembre 1999

_____ [Conakry], Liberia Accuses Guinea, Seeks Troops, 16 août 1999

Rice, E. S., US Policy Towards Sierra Leone: Achieving Peace and Justice in Sierra Leone (papier présenté devant le Senate Foreign Relations Committee Subcommittee on African Affairs), Washington DC, 11 octobre 2000), http://www.state.gov/www.policy_remarks/2000/ [accédé à ce site le 4 février 2001]

Rosenior, A. de G., Fire Next Door, *West Africa* [London], 24-30 septembre 1990

Sierra Leone: Liberia Godfather to the Rebels, *Africa Confidential*, Vol. 41, No. 13, juin 2000

Sierra Leone News, News Archives, 2 January 2001, 1 January 2001, 18 décembre 2000, <http://www.sierra-leone.org/slnews/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

Stromberg, P., The World's Most Brutal War, *Refugees* [Geneva], Vol. 2, No.115, 1999

Taylor Wants ECOMOG Deployed, *The Patriot* [Monrovia], 16 décembre 2000

UNHCR Supports Dissidents?, *The New Liberia* [Monrovia], 15 septembre 2000

United Nations, Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to UN Security Council Resolution 1306 (2000) Paragraph 19 in Relation to Sierra Leone, décembre 2000, <http://www.sierra-leone.org/panelreport.htm> [accédé à ce site le 4 février 2001]

United Nations, High Commissioner for Refugees, UN Refugees Agency Prepares Camps for 60,000 Internally Displaced in Guinea, 28 décembre 2000 (communiqué de presse)

_____ , *Guinea Update*, 2 January, <http://www.unhcr.org/news/media/guinea/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

United Nations, Integrated Regional Information Network for West Africa, Annan Urges End to Spiralling Violence along Border, 11 décembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

_____ , Sierra Leone: Missionaries Free, 6 décembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

_____ , Guinea: UNHCR Alarmed by Threats to Refugees, 6 décembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

_____, US Officials Visit Refugee Camps, *Weekly Roundup*, No. 47, 24 novembre -1
Décembre 2000

United Nations, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Consolidated Inter-Agency Appeals Process Strategy Paper for West Africa*, 20 novembre 2000, <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

United States, Department of State, Guinea: Attacks on Guinean Villages, Violence Against Refugees, 15 septembre 2000 (communiqué de presse)

_____, *Country Reports on Human Rights Practices for 1999: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 25 février 2000

_____, *Country Reports on Human Rights Practices for 1998: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 26 février 1999

_____, *Country Reports on Human Rights Practices for 1996: Guinea*, Washington: Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 30 janvier 1997

United States Committee for Refugees, Widening West Africa Violence: Decisive Action Needed to Stop Regional Destabilization, 15 décembre 2000 (communiqué de presse), <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

_____, Escalation of Attacks in Guinea Endangers Refugees, Poses Serious Challenge for UNHCR, 8 septembre 2000 (communiqué de presse), <http://www.reliefweb.int/> [accédé à ce site le 4 février 2001]

We Are Talking with America, *The Inquirer* [Monrovia], 11 décembre 2000

We Don't Want War Again ..., *The Inquirer* [Monrovia], 12 juillet 2000

Weisman, F., Can Relief Organizations Cope with the Warlords? in J.Groenwold and E.Porter (eds.), *World in Crisis: The Politics of Survival at the End of the 20th Century*, New York: Médecins Sans Frontières; London: Routledge, 1997

West Africa Widening Conflict, *The New York Times*, 6 décembre 2000